

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État a déjà prévenu la Chambre que de 15,000 à 16,000 demandes ont été refusées. Je ne puis me souvenir de la raison du rejet de chacune, mais le secrétaire d'État a déjà déclaré que quiconque voudrait connaître la raison pour laquelle sa demande a été refusée recevrait une réponse par écrit, s'il en faisait la demande.

• (1130)

**M. Ryan:** Le premier ministre voudrait-il se renseigner à ce sujet vu son urgence, parce que le financement de projets analogues a été accepté en Colombie-Britannique et au Manitoba dans le cadre du programme Perspectives-Jeunesse tandis que, par ailleurs, plusieurs projets en Ontario étaient complètement refusés. Je pense qu'il est très important de se renseigner sans retard à ce sujet.

**M. l'Orateur:** La parole est au député de Yorkton-Melville.

#### L'AIDE À LA JEUNESSE OUVRIÈRE—L'ANNONCE DU PROGRAMME

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il y a quelques semaines, le Secrétaire d'État a fait savoir qu'il annoncerait peut-être un nouveau programme à l'intention des jeunes qui ne poursuivent plus leurs études. Aussi demanderais-je au premier ministre si ce programme est enfin prêt et à quel moment on l'annoncera?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je prends note de cette question au nom du ministre.

#### LA RÉVISION DES PROGRAMMES PERSPECTIVES-JEUNESSE ET D'INITIATIVES LOCALES

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser à la suite d'un colloque sur la jeunesse et la communauté organisé récemment à Brandon par le comité manitobain du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse. Le premier ministre serait-il disposé à donner suite à la résolution adoptée par le comité touchant l'établissement de comités consultatifs régionaux chargés d'examiner les programmes spéciaux du gouvernement, tels Perspectives-Jeunesse et le programme d'initiatives locales, aux fins de les adapter davantage aux besoins des localités?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Si c'est à moi que le préambule de la question s'adressait, monsieur l'Orateur, j'avoue que je ne l'ai pas saisi; cependant, je prends note de la question et je verrai s'il est possible d'y répondre.

## LA DÉFENSE NATIONALE

### LA SOLDE DES MILIENS ET LE SALAIRE MINIMUM

**M. Kenneth Robinson (Toronto-Lakeshore):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Étant donné que les recrues de la milice sont payées \$1.03 de l'heure pendant la durée de leur service au sein des Forces armées canadiennes, le ministre songe-t-il à relever ces taux au moins jusqu'au niveau minimum fixé par le gouvernement fédéral?

**L'hon. E. J. Benson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude et je transmettrai les résultats à mon ami dès qu'ils seront connus.

**M. Robinson:** Monsieur l'Orateur, vu que le ministère de la Défense nationale entreprend une étude sur le barème des salaires de la milice, quand le ministre compte-t-il recevoir les résultats de cette étude et a-t-il l'intention de recommander l'octroi de primes au réengagement et au service de longue durée?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'étudier les instances de mon honorable ami.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### LES INITIATIVES D'ENTREPRISES QUANT AUX DROITS COMPENSATEURS ET AU DUMPING AMÉRICAINS

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce; il s'agit d'une question supplémentaire sur les droits de compensation. Si les droits étaient appliqués ou si on faisait du dumping contre une entreprise canadienne à la suite de stimulants financiers et de la politique du gouvernement, le ministre aurait-il l'intention d'aider ces entreprises qui présenteraient des instances contre ces dispositions?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, il faudrait préciser la question. Quel genre d'aide? Le député parle-t-il d'une aide financière ou de les aider en exposant leur cas aux autorités américaines? S'il s'agit de cette deuxième solution, on les aide évidemment.

**M. Saltsman:** Monsieur l'Orateur, je tiens à préciser que je pensais à une aide dépassant la simple information et je voulais savoir si le ministère conseillera ces entreprises et les aidera financièrement aussi.

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, disons pour l'instant que tout cela est hypothétique et nous ferons de notre mieux si l'affaire se termine par l'obligation de payer des droits de compensation.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La présidence donne la parole au député de Joliette et la rendra ensuite au député pour qu'il pose une question supplémentaire.